En partenariat avec ONE Observatoire de la Nouvelle Eurasie

analyse

Par **Michaël Levystone**, co-fondateur de l'Observatoire de la Nouvelle Eurasie (ONE), doctorant au Centre de recherche Europes-Eurasie (CREE) de l'Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO).



Photo ci-dessus : En novembre 2025, le président Donald Trump recevait les dirigeants du Kazakhstan, de l'Ouzbékistan, du Kirghizstan, du Tadjikistan et du Turkménistan à la Maison-Blanche, avec à l'ordre du jour la diversification des approvisionnements américains en minerais essentiels à la production de haute technologie. (© The White House)

L'Asie centrale, d'inerte à inévitable

Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Kirghizstan et Tadjikistan, tous ont beau avoir proclamé leur indépendance d'une URSS déliquescente en 1991, ils ne se conforment pas moins à sa gouvernance séculière et autoritaire, ce qui a pu valoir à l'Asie centrale l'image d'une région inéligible au changement. Cette appréciation est cependant fortement battue en brèche par de récentes évolutions.

En 2016, le changement de président en Ouzbékistan — pays stratégique de l'Asie centrale pour en être le plus peuplé et le seul frontalier de tous les autres (ainsi que de l'Afghanistan) — a eu des retombées éminemment positives sur l'ensemble de la région. La politique étrangère de Chavkat Mirzioïev, à front renversé par rapport à celle, très perturbatrice, de son prédécesseur, a en effet adouci les relations entre États centrasiatiques. Phare diplomatique de la région, le Kazakhstan n'est donc plus seul, désormais, pour prêcher des approches concertées auprès du Kirghizstan, du Tadjikistan et jusqu'à l'insondable Turkménistan.

Dégels centrasiatiques ?

L'uniformisation des normes douanières, la gestion des frontières et des ressources en eau ou encore la lutte contre le terrorisme sont quelques-uns des nombreux sujets débattus, chaque année, dans le cadre des Sommets consultatifs des chefs d'État d'Asie centrale, une plateforme de dialogue conçue par l'Ouzbékistan mais inaugurée, en 2018, au Kazakhstan.

Ces deux principales puissances centrasiatiques se sont par ailleurs engagées dans des cycles réformateurs sur le plan intérieur, mues par une volonté alléguée de « démocratiser » leurs institutions. Force est néanmoins de constater qu'à ce jour, tant le « Nouvel Ouzbékistan » que le « Nouveau Kazakhstan » restent des vœux pieux, les révisions constitutionnelles menées à Tachkent (2023) et à Astana (2022, 2026) aboutissant surtout, dans les faits, à prolonger la présidence de Chavkat Mirzioïev et à préparer la succession de Kassym-Jomart Tokaïev. De succession, il n'est plus question au Turkménistan, depuis que Gourbangouly Berdymoukhamedov a passé en 2022 le relais à son fils Serdar (sans totalement quitter la scène politique pour autant). La première dynastie présidentielle d'Asie centrale en prélude vraisemblablement une autre au Tadjikistan, où Emomali Rakhmon se prépare à transmettre le flambeau à Roustam Emomali. Souvent exagérément présenté comme un ilot démocratique surnageant dans un océan de dictatures, le Kirghizstan est plus que jamais aux mains de Sadyr Japarov, seul aux commandes depuis qu'il a abruptement évincé des



services de renseignement, en mars 2026, son homme-lige, Kamtchybek Tachiev.

Une stupéfiante centralité géopolitique

Dans l'imaginaire collectif, l'Asie centrale a longtemps tenu lieu de terre de conflits : guerre civile au Tadjikistan (1992-1997), attentats perpétrés par le Mouvement islamique d'Ouzbékistan (MIO) au cours de la fin de la décennie 1990 à Tachkent et dans la vallée de Ferghana, théâtre de récents affrontements meurtriers entre le Kirghizstan et le Tadjikistan (2021, 2022). Ces graves menaces pour la stabilité régionale ont fini par s'estomper pour céder la place à une Asie centrale apaisée et résiliente. Cet état de fait détonne par rapport au chaos régnant dans son voisinage, où foisonnent les foyers de tension : rétablissement d'un régime taliban à Kaboul (15 aout 2021), aux prises avec l'armée pakistanaise ; invasion russe à grande échelle de l'Ukraine (24 février 2022) ; enfin, déclenchement d'une campagne israélo-américaine de bombardements contre l'Iran (28 février 2026), remettant à feu et à sang le Moyen-Orient convalescent du cycle de dévastations ouvert par l'attentat du Hamas en Israël (7 octobre 2023).

Prise en étau entre ces crises périphériques, l'Asie centrale fait face à leurs multiples incidences. Le flou qui entoure la situation sécuritaire de l'Afghanistan, refuge de plusieurs groupes djihadistes centrasiatiques, fait peser une menace directe sur les régimes séculiers situés au Nord. L'empilement des sanctions contre la Russie, partenaire en affaires de tout premier ordre des pays d'Asie centrale, expose leurs économies à des effets secondaires. Quant à l'embrasement de toute la ceinture irano-sud-asiatique, il questionne la pertinence des corridors de transport multimodaux mettant résolument le cap sur le Sud. La solution à la sempiternelle question de l'enclavement pourrait en définitive, au regard des équilibres (supra) régionaux actuels, se trouver en Asie centrale même, elle qui a gagné tant en cohésion interne qu'en attractivité auprès des puissances étrangères : Inde, pays du Golfe, UE (avec l'Allemagne et l'Italie agissant aussi en propre) et États-Unis inaugurent ou réactivent leurs outils de dialogue respectifs avec ses cinq États, dont le Kazakhstan et l'Ouzbékistan n'ont pas manqué d'adhérer au « Conseil de la paix » de Donald Trump.

Économie, climat : la région du futur ?

C'est délestée — par la conclusion le 13 mars 2025 d'un accord historique de normalisation frontalière entre le Kirghizstan et le Tadjikistan — du dernier facteur majeur de tensions intrarégionales, que l'Asie centrale peut s'atteler à faire davantage affluer les investissements et savoir-faire étrangers vers ses différents marchés. Terre d'opportunités particulièrement alléchantes, elle s'ingénie à valoriser son potentiel dans nombre de secteurs d'avenir. Les énergies renouvelables (solaire, éolien) donnent déjà lieu à d'importantes coopérations avec de grandes entreprises saoudiennes et émiraties, par exemple en Ouzbékistan et au Kazakhstan, où les Européens (dont les Français) se signalent eux-mêmes par une présence notable. Les matières premières critiques, parmi lesquelles les très convoitées terres rares, suscitent de longue date l'intérêt des puissances asiatiques (Chine au Kirghizstan et au Tadjikistan) et, certes plus récemment mais à un rythme soutenu, celui de Bruxelles et de Washington. Les Occidentaux se heurtent toutefois à un plafond de verre dans le domaine du nucléaire, où la construction de centrales relève encore, en Asie centrale, d'une chasse gardée russo-chinoise, ainsi qu'en atteste le cas du Kazakhstan en 2025.

Par-delà cet élément de motivation purement économique, l'élan centrasiatique en faveur de la transition énergétique — au sein d'une région qui a payé un lourd tribut environnemental aux excès de la période soviétique : assèchement de la mer d'Aral, radiations nucléaires autour du site d'essais de Semipalatinsk — est guidé par les effets, très perceptibles, du réchauffement climatique. En proie à des étés toujours plus caniculaires en ce début de XXIe siècle, les pays d'Asie centrale assistent, extrêmement inquiets, à la fonte accélérée des glaciers composant les chaines du Tian-Chan et du Pamir, qui obère par définition le potentiel hydroélectrique des deux châteaux d'eau de la région (Kirghizstan, Tadjikistan). L'amenuisement annoncé — de l'ordre de 15 % à horizon 2050, et même de 30 à 40 % au changement de siècle — du débit du Syr-Daria et de l'Amou-Daria, les deux grands fleuves centrasiatiques qui prennent respectivement leur source au Tian-Chan et dans le Pamir, agite le spectre de futurs pôles d'émigrations climatiques.

En prise, plus ou moins directe, avec les principales crises actuelles (conflits voisins, changement climatique), l'Asie centrale constitue, en tant que telle, un objet d'étude incontournable dans le champ de l'analyse en relations internationales en 2026. La grande pertinence économique (transition énergétique, connectivité) et les défis intrinsèques (renouvellement des élites, sécurités hydrique et alimentaire) de ses États constitutifs portent à croire que ceux-ci vivent une période charnière de leur histoire, trente-cinq ans tout juste après avoir, à tour de rôle, repris leur destin en main.

Michaël Levystone



Du même auteur

Asie centrale : le réveil,
Armand Colin, 2024, 264 p.



